

SOS LM66213

h 2h5

(1945, 50-51)

Allocation de fin de carrière

- Reprise du service par la Caisse de Prévoyance

C.A.	3. 4.45	15	Q VI
------	---------	----	------

- Suppression de l'allocation

(s)	C.A.	24. 5.50	12	III	2°
(s)	C.A.	17.11.50	13	-	
(s)	C.A.	18. 4.51	4	III	1°

Allocation de fin de carrière.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 18 avril 1951

p.4

III - Questions administratives et financières

1°) Caisse de Prévoyance :

- Résultats provisoires de l'exercice 1950 et Budget de l'exercice 1951 révisé le 15 janvier 1951 (section "Agents en activité" et section "Affiliés retraités")
- Mesures à prendre en vue de rétablir l'équilibre financier de la Caisse de Prévoyance.
- Budget d'Exploitation du Centre Médico-Chirurgical Foch pour l'exercice 1951 (révision de janvier 1951).

Suppression des allocations de fin de carrière

M. BOURREL commente les notes distribuées.

M. de TARDE tient à préciser que les comptes définitifs de l'exercice 1950, tels qu'ils viennent d'être arrêtés en vue de leur examen par le Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance, font apparaître un déficit de 317 M., inférieur de 21 M 7 à celui qui figure dans la note relative aux résultats provisoires dudit exercice (338 M 7). Corrélativement, le déficit cumulé de la Caisse se trouve ramené de 1397 M. à 1375 M. environ.

.....

M. GOETZE ne saurait, pour sa part, accepter que la S.N.C.F. supportât seule le déficit de la Caisse de Prévoyance, alors que sa contribution à ladite Caisse est déjà plus élevée que celle du personnel. Sans doute cette différence de traitement s'explique-t-elle historiquement, - encore qu'elle soit contraire aux règles du droit commun en matière d'assurances sociales -, par la prise en charge par la Caisse, à un moment donné, de prestations supplémentaires incombant antérieurement à la S.N.C.F. Mais rien, en l'état actuel des choses, ne justifie une modification, - même temporaire -, de la répartition ainsi établie, soit 2/5èmes à la charge du personnel et 3/5èmes à la charge de la S.N.C.F. Il serait donc plus normal de répartir, sur les mêmes bases, la charge à couvrir en prévoyant une majoration de 14 % des cotisations tant patronales qu'ouvrières. La solution qui est proposée au Conseil, - à supposer même qu'elle conserve le caractère provisoire qui lui est conféré -, risque de constituer un précédent fâcheux susceptible d'être évoqué chaque fois que la Caisse de Prévoyance se trouvera en présence d'un nouveau déficit.

M. MICHEL souligne que, sans aborder le fond de la question, la 1^{ère} Commission budgétaire a formulé également, dans son rapport sur la Révision I du budget d'exploitation de l'exercice 1951, les plus expresses réserves sur un relèvement unilatéral de la cotisation S.N.C.F.

M. PAILLIEUX rappelle que le quantum de la contribution patronale avait été fixé, en 1940, aux 13/12èmes de la contribution des agents pour tenir compte du fait que la S.N.C.F. se déchargeait sur la Caisse du soin d'assumer, en son lieu et place, un certain nombre de prestations lui incombant normalement : frais d'hospitalisation, de cure, d'orthopédie, etc... Ce quantum a été relevé et porté à une fois et demi celui des cotisations ouvrières, soit les 3/5èmes des cotisations totales, en 1948, en raison de l'augmentation particulièrement importante des charges afférentes à ces prestations.

M. LE PRESIDENT ne voit pas pour quelles raisons la Caisse de Prévoyance, - organisme de sécurité sociale -, assure le service des allocations de fin de carrière, lesquelles s'apparentent, en dernière analyse, à un complément de retraite ou de salaire. En bonne logique, ces allocations, dont la charge annuelle correspond sensiblement au déficit de la Caisse, devraient être prises en charge soit par la Caisse des Retraites, soit par la S.N.C.F. elle-même. Mais, abstraction faite du point de vue rationnel et quel que soit l'organisme débiteur de ces prestations, c'est, en définitive, le compte d'exploitation de la S.N.C.F. qui est appelé à en supporter la dépense, dès lors qu'il est impossible d'envisager la suppression de ces allocations qui constituent un droit acquis pour le personnel.

.....

Quant à l'augmentation de 10 % des cotisations des agents, qui a été proposée par les représentants du personnel au Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance dans un souci de bonne gestion financière auquel il convient de rendre hommage, elle représente déjà un effort très appréciable.

M. de TARDE s'associe aux observations de M. le Président et ajoute que les mesures envisagées, - dont le relèvement du quantum de la cotisation de la S.N.C.F. qui conserve, d'ailleurs, un caractère temporaire -, sont de nature, compte tenu des ressources nouvelles qu'apporte, d'autre part, l'augmentation des salaires, à assurer, malgré la hausse des prix, l'équilibre du budget de 1951 et à amorcer l'amortissement des déficits antérieurs.

M. LE CHEF DE LA MISSION DE CONTROLE FINANCIER fait observer qu'en adoptant les propositions qui lui sont soumises, le Conseil transfèrera purement et simplement au compte d'exploitation de la S.N.C.F. le déficit de la Caisse de Prévoyance. Dès lors que ce déficit paraît être imputable aux allocations de fin de carrière dont la suppression ne peut être envisagée, ne serait-il pas plus logique de confier à la Caisse des Retraites le service de ces prestations ? Ainsi seraient évités les risques que M. GOETZE a mis très justement en lumière.

M. BOURREL indique que cette solution a bien été envisagée, mais qu'elle a été écartée, car elle conduirait à faire supporter définitivement par le compte d'exploitation de la S.N.C.F. une charge qu'on peut espérer provisoire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT ajoute qu'elle exigerait une modification préalable du règlement de retraites.

Après un dernier échange de vues auquel participent M. LE PRESIDENT, M. de TARDE, M.M. MOREAU-NERET, OURADOU, M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT, M. LE CHEF DE LA MISSION DE CONTROLE FINANCIER et M. BOURREL, le Conseil prend acte des résultats d'exploitation provisoires de l'exercice 1950 de la Caisse de Prévoyance et approuve :

- le projet de budget d'exploitation de cette Caisse pour l'exercice 1951, révisé à la date du 15 février 1951;

- les mesures qui lui sont soumises en vue d'assurer l'équilibre budgétaire de la Caisse en 1951 et la résorption du déficit antérieur (M.M. BLOCH-LAINE, GOETZE, et LE VERT, ayant déclaré voter contre ces mesures);

- le budget d'exploitation du Centre Médico-Chirurgical Foch pour l'exercice 1951, révisé en janvier 1951.

Il est entendu, d'autre part, que la suggestion de M. le Chef de la Mission de Contrôle Financier tendant à transférer le service des allocations de fin de carrière à la Caisse des Retraites sera mise à l'étude et que le Conseil sera saisi des résultats de cette étude en vue d'une application éventuelle de la mesure à compter du 1er janvier 1952.

Budget d'exploitation de l'exercice 1951

Suppression des allocations de fin de carrière

p. 13 - Caisse de Prévoyance

M. de TARDE déclare que les observations formulées par M. le Chef de la Mission de Contrôle financier sur l'insuffisance des prévisions de dépenses relatives à certaines prestations sont probablement justifiées..... M. de TARDE n'estime pas moins que la Caisse de Prévoyance sera en mesure d'équilibrer ses recettes et ses dépenses au cours des prochains exercices. Il ne lui paraît pas douteux, en effet, que la Caisse doit être déchargée du paiement des allocations de fin de carrière, lequel ne lui incombe ni en droit, ni en équité; d'où un allègement de 212 M. pour 1951.....

.....

M. LE CHEF DE LA MISSION DE CONTROLE FINANCIER conçoit très bien que la Caisse de Prévoyance demande à être soulagée du paiement des allocations de fin de carrière. Mais, selon lui, ces allocations pourraient être purement et simplement supprimées.

M. OURADOU constate que l'on en arrive à supprimer progressivement tous les avantages accordés aux cheminots depuis 30 ans. Si l'on faisait le bilan de ces suppressions, on s'apercevrait de l'importance des sacrifices qui ont été ainsi imposés au personnel. Aussi M. OURADOU réserve-t-il expressément sa position quant à la suppression des allocations de fin de carrière préconisée par M. le Chef de la Mission de Contrôle financier.

M. LE PRESIDENT déclare que les différents problèmes posés par le rétablissement de l'équilibre de la Caisse de Prévoyance seront examinés de façon plus approfondie par le Conseil lorsque le budget de cet organisme lui sera soumis. En ce qui concerne l'allocation de fin de carrière, le Conseil sera vraisemblablement appelé à opter pour l'une des trois solutions ci-après :

- incorporation parmi les dépenses de personnel de la S.N.C.F., sous une forme à déterminer, par exemple, par transformation de cet avantage en l'octroi aux retraitables de 15 jours de congé payé supplémentaires;
- prise en charge par la Caisse des Retraites;
- suppression pure et simple.

.....

III - Questions administratives et financières

2°) Rapport annuel de la Caisse de Prévoyance : exercice 1949;

p. 12

Suppression de l'indemnité de fin de carrière

.....
M. LE CHEF DE LA MISSION DE CONTROLE FINANCIER

Il attire, d'autre part, l'attention sur l'indemnité de fin de carrière qui est prise en charge par la Caisse de Prévoyance, alors que, logiquement, elle ne devrait pas être supportée par elle.

M. de TARDE expose qu'il s'agit là d'une mesure reprise du régime local de la Caisse de Maladie de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine, qui a été étendue à tout le personnel lors de l'unification des différents régimes concernant les assurances-vieillesse, maladie, maternité et décès en vigueur sur les Réseaux. Mais il est bien d'accord pour estimer que le paiement de cette allocation devrait incomber, soit à la S.N.C.F. elle-même, et non pas à la Caisse de Prévoyance, à la Caisse des Retraites, soit/

M. LE CHEF DE LA MISSION DE CONTROLE FINANCIER souligne que cette mesure n'a plus de raison d'être, dès lors que les pensions ne sont plus payées à terme échu et il en préconise la suppression pure et simple à l'occasion, par exemple, de la péréquation des retraites.

M. LE PRESIDENT ne croit pas qu'il soit possible de la faire sans l'intervention préalable d'un texte législatif. Il demande à M. le Secrétaire Général de saisir le Service du Contentieux de la question, afin de permettre au Conseil de prendre position en toute connaissance de cause.

.....

Extrait du P.V. de la Séance
du Conseil d'Administration du 25 avril 1945

p.15

Allocation de fin de carrière

QUESTION VI - Budgets de la Caisse de Prévoyance pour 1945
et relèvement des cotisations.

M. de TARDE;...

.....
Enfin, il est proposé d'étendre à l'ensemble des agents de la S.N.C.F. le bénéfice de l'allocation de fin de carrière servie également par cette dernière Caisse. Cette allocation, versée lors de l'admission à la retraite, serait de 1/24ème de la dernière rémunération annuelle. Ainsi, la Caisse de Prévoyance Est pourrait être supprimée.

Sous le bénéfice de ces observations, le Conseil approuve :

- les budgets présentés par la Caisse de Prévoyance pour 1945, compte tenu des modifications apportées au régime des prestations;

.....